

M. Evans: Oh, oh!

M. Friesen: Le député d'Ottawa-Centre marmonne encore, mais c'est à peu près tout ce qu'il fait. Jusqu'où est disposé à aller le gouvernement libéral pour protéger l'avenir du Canada? J'ai dit au départ que celui qui traîne son boulet n'est pas libre. Le Canada traîne le boulet de sa dette. Le gouvernement libéral est entravé par sa dette et, pour cette raison, le Canada a perdu la liberté de mouvement dont il jouissait auparavant. Il y a dix ans, le Canada était un exportateur net; mais aujourd'hui, c'est un importateur net. Voilà pourquoi je souscris d'emblée à la motion présentée par l'honorable représentante de Kingston et les Îles, blâmant le gouvernement de ne pas avoir adopté un programme énergétique innovateur.

● (2020)

L'hon. Bryce Mackasey (Lincoln): Monsieur l'Orateur, je suppose que le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) a présenté la motion que nous sommes en train d'étudier parce que, ayant été secrétaire d'État aux Affaires extérieures et versée comme elle l'est dans les domaines des affaires internationales, elle espérait que le débat aurait une portée internationale.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est ce que j'espère.

M. Mackasey: Il est malheureux que cela n'ait pas été le cas. Je dois dire à l'honorable représentante, cependant, que si cela n'a pas été le cas, elle n'a que les députés de son côté à blâmer parce que la plupart d'entre eux ont encore une fois insisté pour discuter les événements qui ont abouti aux dernières élections. Il est un peu déroutant de voir que, tant de mois après les élections, les députés de l'opposition aient un après l'autre décidé d'agir ainsi. Je suis navré pour le député qui avait bien lancé le débat et soulevé les complications et les répercussions internationales d'une politique mondiale de l'énergie et qui découvre maintenant que le débat s'est enlisé et est devenu une répétition des questions qui ont dominé les dernières élections.

Je crois que c'est un ancien ministre, le député d'Etobicoke (M. Wilson), qui a encore une fois reproché aux NPD et aux libéraux de s'être ligués dans une démarche presque immorale pour défaire le gouvernement en décembre dernier. Il est malheureux qu'il ait oublié que la vraie défaite n'a pas eu lieu en décembre, mais en février après que la population canadienne ait eu l'occasion d'étudier la politique du gouvernement conservateur et l'ait trouvée discriminatoire, inefficace et guère convenable pour les années 1980.

Bien que le gouvernement ait été défait en décembre par le vote combiné des partis de l'opposition, il eût pu obtenir une plus grande majorité s'il ne s'était pas entêté à dire que, s'il était réélu, il représenterait encore exactement la même politique énergétique sans le moindre changement.

Je pense qu'entre décembre et février, les Canadiens, d'abord consternés à l'idée de nouvelles élections en si peu de temps, ont étudié les questions en jeu. Parce que le budget de décembre était en fait une mesure législative qui contenait la politique énergétique conservatrice, il était logique que les

L'énergie

débats en décembre, janvier et février portent là-dessus. Le gouvernement du jour avait tous les moyens nécessaires pour expliquer sa politique au public canadien, pour faire valoir les impératifs de la conservation ainsi que la nécessité d'élaborer une politique. Le peuple a écouté et a jugé le gouvernement insuffisant.

Après avoir écouté les débats et participé moi-même à la campagne électorale, j'ai conclu que ce qui préoccupait les gens ce n'était pas de payer 18, 20 ou 30c. de plus le gallon d'essence; c'est inévitable...

M. Friesen: Vraiment?

M. Mackasey: C'est inévitable.

M. Friesen: D'accord.

M. Mackasey: Ce qui était important c'est que la majoration ne soit pas imposée d'une façon discriminatoire comme se disposait à le faire le gouvernement.

Quand on a prétendu qu'il fallait augmenter les prix pour économiser l'essence, j'ai su que cela ne convaincrerait pas les agriculteurs de Lincoln. Que l'essence coûte \$2, \$3 ou \$4 le gallon, ils en auraient quand même besoin pour gagner leur vie ou cultiver leur terre. Le public ne peut comprendre une politique d'énergie qui d'une part demande de laisser son auto à la maison et d'utiliser des transports en commun et d'autre part, exige une taxe d'accise sur les transports.

Les pêcheurs ne pouvaient comprendre comment ils étaient censés réduire leur consommation de mazout ou d'essence alors qu'ils ne pourraient faire autrement que de payer la taxe et de continuer à consommer l'énergie.

De nouveau, la politique conservatrice paraissait vouloir dire: «Si vous pouvez supporter l'augmentation, payez-là». Comme d'habitude, l'agriculteur, le chauffeur de taxi et les travailleurs qui devaient emprunter les transports en commun, les pêcheurs, les gagne-petit, tous auraient à payer la taxe d'accise de 18c.

L'ignorance du gouvernement a été renversante. Il ne pouvait comprendre que la taxe d'accise déjà en vigueur n'avait aucun effet, à cause des remboursements, sur l'agriculteur, le propriétaire de camion, le chauffeur de taxi et sur tous ceux qui ont besoin de leur voiture ou d'un tracteur pour gagner leur vie. Au cours de la dernière campagne, ces gens-là se sont mis en colère.

Je crois que les députés d'en face admettront maintenant que les Conservateurs auraient dû profiter de cette période de deux mois pour faire comprendre que s'ils étaient réélus, ils exempteraient de nouveau tous ceux qui, à cause de leur profession ou de leur mode de vie, doivent consommer de l'essence et pour qui la chose est une nécessité.

Ce qui importe, ce n'est pas tellement le prix de l'essence, mais plutôt le fait que les programmes soient appliqués équitablement, avec justice, compassion et compréhension. Il ne faut pas pénaliser la couche sociale qui est la plus vulnérable. J'imagine que, sous bien des aspects, c'est ce qui distingue nos deux partis, monsieur l'Orateur. Les membres de notre parti se soucient du sort du peuple.